



CONVENTION D'UTILISATION DES LOCAUX OU EQUIPEMENTS SPORTIFS

Du collège Elise DEROCHE à Le Pian sur Garonne

Organisation d'activités dans le cadre des dispositions de l'article L 213-2-2 du code de l'Education

*Vu la délibération de l'assemblée plénière du 25 octobre 2013 autorisant le Président du Département à signer les conventions d'utilisation des locaux ou équipements sportifs des collèges ;
Vu la délibération de l'assemblée plénière du 31 octobre 2014 relative à l'approbation des tarifs dans les collèges publics girondins ;*

Entre les soussignés,

D'une part,

Monsieur Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil départemental,

Et d'autre part,

M SALES le représentant du Réseau Santé Social Jeunes ci-après dénommé (e) l'organisateur,

Et d'autre part,

Le chef d'établissement du collège Elise DEROCHE après avis du conseil d'administration réuni le 4 juillet 2017

Sous réserve de la compatibilité avec la nature des installations, l'aménagement des locaux et le fonctionnement normal du service et du respect des principes de neutralité et de laïcité.

Il est convenu ce qui suit :

TITRE I **UTILISATION DES LOCAUX**

L'organisateur utilisera le bureau salle de travail 20 du collège Elise DEROCHE exclusivement pour l'organisation de permanence de la psychologue du réseau santé social jeunes

1/ Les locaux et voies d'accès suivants sont mis à la disposition de l'utilisateur qui devra les restituer en l'état.

2/ Les périodes ou les jours ou leurs heures d'utilisation sont les suivants :
Une journée par semaine en temps scolaire

3/ Les effectifs accueillis simultanément sont les suivants : 5 personnes

4/ Le cas échéant, l'utilisateur pourra disposer du matériel dont l'inventaire est joint en annexe.

5/ L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

6/ L'organisateur s'engage à assurer le nettoyage des locaux utilisés et les voies d'accès.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

❶ Préalablement à l'utilisation des locaux l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance (jointe) couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n°..... a été souscrite le.....auprès de..... ;
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières, et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par le représentant du collège, compte tenu de l'activité envisagée ;
- avoir procédé à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées, avec le représentant de la commune et le chef d'établissement ;
- avoir constaté avec le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés....) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

❷ Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à assurer le gardiennage ;
- à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées ;
- à faire respecter les règles de sécurité par les participants.

TITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Les locaux sont mis à disposition, à titre gratuit, néanmoins l'organisateur s'engage :

L'organisateur s'engage à réparer et à indemniser le collège pour les dégâts matériels éventuellement commis et les pertes constatées eu égard à l'inventaire du matériel mis à disposition figurant en annexe.

TITRE IV

EXECUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de un an et entre en vigueur à compter de la date de la dernière signature apposée.

Elle peut être dénoncée :

1/ par la collectivité ou le chef d'établissement si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention ;

2/ par l'organisateur pour cas de force majeure, dûment constaté et signifié à la collectivité propriétaire et au chef d'établissement par lettre recommandée, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux.

TITRE V **COMMUNICATION**

Le Département autorise l'utilisation du logo, suivant sa charte graphique sur l'ensemble des documents de communication, et met à disposition un kit, une charte et des outils de communication disponibles auprès de la DCIP – Contact gironde-partenariats@gironde.fr

TITRE VI **REGLEMENT DES LITIGES**

Pour tout litige pouvant naître de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable. A défaut, la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Etablie en 3 exemplaires originaux.

A Bordeaux, le

Le chef d'établissement,

Pour le Réseau Santé Social Jeunes

Le président du Conseil départemental,